Ayant examiné le rapport du Conseil de tutelle pour la période du 17 juin 1972 au 22 juin 1973¹ et les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux²,

Ayant entendu les déclarations des représentants de la Puissance administrante et du Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée³,

Tenant compte des conclusions et recommandations du Conseil de tutelle et du Comité spécial touchant l'évolution de la situation au Papua-Nouvelle-Guinée,

Notant avec satisfaction le transfert des pouvoirs au Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée par la Puissance administrante, marqué par l'accession officielle du Papua-Nouvelle-Guinée à l'autonomie le 1^{er} décembre 1973,

Prenant note du désir exprimé du Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée de réaliser l'unité et l'indépendance nationales en tant qu'entité politique et territoriale unique et souveraine, ainsi que du désir exprimé de la Puissance administrante de créer un pays indépendant et uni,

Notant également que le Comité de planification constitutionnelle, composé de membres de la Chambre d'assemblée du Papua-Nouvelle-Guinée, est en train d'élaborer des recommandations concernant la constitution future du Papua-Nouvelle-Guinée,

Notant en outre que le rapport final et le projet de constitution recommandé par le Comité de planification constitutionnelle seront déposés devant la Chambre d'assemblée en février 1974, que la constitution couvrira tous les principaux aspects d'un système de gouvernement et comportera des dispositions portant sur la transition vers l'indépendance et que la Chambre d'assemblée se réunira en session spéciale en avril 1974 en vue d'examiner la constitution et de l'adopter,

Consciente du fait que la Chambre d'assemblée a affirmé son droit, en tant que parlement dûment élu du peuple du Papua-Nouvelle-Guinée, à décider de la date à laquelle l'indépendance doit intervenir et que la Puissance administrante accepte que la Chambre d'assemblée représente les vœux de la population sur la question de l'indépendance,

Notant, en ce qui concerne le calendrier de l'indépendance, que, de l'avis de la Puissance administrante, il y a deux éléments qui interviennent dans la détermination de l'indépendance : les vœux de la Puissance administrante et les vœux du peuple du Papua-Nouvelle-Guinée exprimés par l'intermédiaire de ses représentants élus à la Chambre d'assemblée, et que, à ce propos, la Puissance administrante prévoit que l'indépendance interviendra d'ici à 1975 et que celle-ci doit être réalisée en consultation très étroite avec le Gouvernement et la Chambre d'assemblée du Papua-Nouvelle-Guinée,

1. *Réaffirme* le droit inaliénable du peuple du Papua-Nouvelle-Guinée à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et à l'Accord de tutelle du 13 décembre 1946;

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément n° 4 (A/9004).

² Ibid., Supplément n° 23 (A/9023/Rev.1), chap. III et XIX.

³ Ibid., vingt-huitième session, Quatrième Commission, 2071^e séance.

2. *Se félicite* de l'accession à l'autonomie en tant que pas important dans l'évolution du Papua-Nouvelle-Guinée vers l'indépendance;

3. *Demande* à la Puissance administrante et au Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée de se consulter sur le calendrier de l'indépendance, notant à ce propos les vœux de la Puissance administrante et du Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée selon lesquelles la Chambre d'assemblée est considérée comme représentant les vœux du peuple du Papua-Nouvelle-Guinée;

4. *Souligne* la nécessité impérieuse de veiller à ce que l'unité nationale du Papua-Nouvelle-Guinée soit préservée;

5. *Approuve vivement* la politique de la Puissance administrante et du Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée qui vise à décourager les mouvements séparatistes et à promouvoir l'unité nationale;

6. *Insiste* sur le droit du peuple du Papua-Nouvelle-Guinée à contrôler ses ressources naturelles et à en disposer dans l'intérêt national;

7. *Insiste également* sur le fait qu'il importe de veiller à préserver le patrimoine culturel du peuple du Papua-Nouvelle-Guinée;

8. *Se félicite* de la part croissante du Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée dans les questions relatives à la défense et aux affaires étrangères et demande à la Puissance administrante de continuer à élargir ses consultations avec le Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée en ce qui concerne ces questions;

9. *Demande* aux organismes des Nations Unies et à leurs membres d'aider à accélérer les progrès dans tous les secteurs de la vie nationale du Papua-Nouvelle-Guinée;

10. *Note* que la Puissance administrante et le Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée continuent de se déclarer prêts à recevoir une mission de visite, note également que le Conseil de tutelle doit, à sa quarante et unième session, examiner la question de l'envoi d'une mission de visite au Papua-Nouvelle-Guinée et réaffirme que de telles missions doivent être composées conformément à la recommandation faite dans la résolution 2590 (XXIV) de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1969;

11. *Prie* la Puissance administrante de faire rapport au Conseil de tutelle et au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux sur l'application de la présente résolution;

12. *Prie* le Conseil de tutelle et le Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa vingt-neuvième session.

2198^e séance plénière
12 décembre 1973

3110 (XXVIII). Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 1970 (XVIII) du 16 décembre 1963, par laquelle elle a prié le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'ap-

plication de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux d'étudier les renseignements communiqués au Secrétaire général en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies et d'en tenir pleinement compte lors de l'examen de la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration,

Rappelant également sa résolution 2978 (XXVII) du 14 décembre 1972, par laquelle elle a prié le Comité spécial de continuer à s'acquitter des fonctions qui lui ont été confiées aux termes de la résolution 1970 (XVIII), conformément aux procédures approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 2109 (XX) du 21 décembre 1965,

Rappelant en outre les dispositions du paragraphe 5 de sa résolution 2978 (XXVII), par lesquelles elle a prié les puissances administrantes intéressées de communiquer ou de continuer à communiquer au Secrétaire général les renseignements demandés à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, ainsi que des renseignements aussi complets que possible sur l'évolution politique et constitutionnelle dans les territoires en question,

Ayant examiné le chapitre du rapport du Comité spécial relatif aux renseignements communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte et aux mesures qu'il a prises au sujet de ces renseignements⁴,

Ayant examiné en outre le rapport du Secrétaire général sur cette question⁵,

1. *Approuve* le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui traite des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies;

2. *Déplore vivement* que, malgré les recommandations répétées de l'Assemblée générale et du Comité spécial, certains Etats Membres qui ont la responsabilité d'administrer des territoires non autonomes aient cessé ou se soient abstenus de communiquer des renseignements en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, aient communiqué des renseignements insuffisants ou aient communiqué des renseignements trop tard;

3. *Condamne énergiquement* le Gouvernement portugais pour avoir persisté à refuser de reconnaître le statut colonial des territoires sous sa domination et de communiquer des renseignements en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte au sujet de ces territoires, au mépris total des dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Comité spécial;

4. *Réaffirme* que, en l'absence d'une décision de l'Assemblée générale elle-même établissant qu'un territoire non autonome s'administre complètement lui-même selon les termes du Chapitre XI de la Charte, la puissance administrante intéressée devrait continuer à communiquer des renseignements en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte en ce qui concerne ce territoire;

5. *Prie* les puissances administrantes intéressées de communiquer ou de continuer à communiquer au Se-

⁴ *Ibid.*, vingt-huitième session, Supplément n° 23 (A/9023/Rev.1), chap. XXIX.

⁵ A/9239 et Add.1.

crétaire général les renseignements demandés à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, ainsi que des renseignements aussi complets que possible sur l'évolution politique et constitutionnelle dans les territoires en question;

6. *Réitère* sa demande par laquelle elle a invité les puissances administrantes intéressées à communiquer ces renseignements aussitôt que possible et, au plus tard, dans un délai maximum de six mois après l'expiration de l'année administrative dans les territoires non autonomes en question;

7. *Prie* le Comité spécial de continuer à s'acquitter des fonctions qui lui ont été confiées aux termes de la résolution 1970 (XVIII) de l'Assemblée générale, conformément aux procédures établies, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée lors de sa vingt-neuvième session.

2198^e séance plénière
12 décembre 1973

3111 (XXVIII). Question de Namibie

L'Assemblée générale,

Ayant étudié la question de Namibie,

Ayant examiné le rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie⁶ et les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux⁷,

Ayant entendu la déclaration du représentant de la South West Africa People's Organization⁸, qui a participé en qualité d'observateur aux travaux du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et également, conformément à la décision prise par l'Assemblée générale à sa 2139^e séance plénière le 3 octobre 1973⁹, à l'examen de la question par la Quatrième Commission,

Ayant entendu également les déclarations des pétitionnaires¹⁰,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et sa résolution 2621 (XXV) du 12 octobre 1970, contenant le programme d'action pour l'application intégrale de la Déclaration,

Rappelant, en particulier, ses résolutions 2145 (XXI) du 27 octobre 1966 et 2248 (S-V) du 19 mai 1967 et les résolutions ultérieures tant de l'Assemblée générale que du Conseil de sécurité concernant la question de Namibie, ainsi que l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice le 21 juin 1971¹¹, conformément à la demande que lui avait adressée le Conseil par sa résolution 284 (1970) du 29 juillet 1970,

⁶ *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément n° 24 (A/9024).*

⁷ *Ibid.*, Supplément n° 23 (A/9023/Rev.1), chap. I à VI et VIII.

⁸ *Ibid.*, vingt-huitième session, Quatrième Commission, 2046^e séance.

⁹ Voir "Autres décisions", p. 119.

¹⁰ *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Quatrième Commission, 2047^e, 2053^e et 2060^e séances.*

¹¹ *Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité, avis consultatif, C.I.J., Recueil 1971, p. 16.*